

HOMEOS

Un outil pour favoriser la montée en résilience des territoires wallons

Note méthodologique

A l'attention des experts invités au séminaire interdisciplinaire du 29 avril 2022

Avril 2022

Table des matières

1. Contexte	2
2. Objectifs recherchés	3
3. Structuration de la démarche	3
3.1. Diagnostic de résilience	3
3.2. Leviers d'action.....	6
4. Capacité actuelle à couvrir les besoins humains.....	6
5. Risques	7
6. Leviers d'action.....	7
7. Conception d'une fiche actions.....	8
8. Apports attendus des experts.....	9

Avec le soutien de
la



Wallonie

1. Contexte

Dérèglement climatique, effondrement du vivant, écosystèmes perturbés, pandémies, conflits géopolitiques, épuisement des ressources comme des hommes et des femmes, crises économiques, injustices sociales, perte de sens, crise démocratique... De plus en plus de signaux et d'événements nous incitent à préparer nos territoires à divers risques et ruptures de normalité dans les conditions environnementales, les chaînes d'approvisionnement et la fourniture de services, avec des impacts plus ou moins grands sur les infrastructures, les échanges économiques, les relations sociales, la santé et le bien-être.

Comment évaluer le degré de résilience de son territoire face à de possibles chocs et prendre la mesure de la situation, sans se figer d'effroi ou se décourager ? **Quels changements introduire dans l'action territoriale d'aujourd'hui** pour lui permettre de continuer à assurer la sécurité d'existence des personnes et répondre à leurs besoins actuels et futurs ?

C'est en pensant collectivement nos territoires en termes de résilience que nous pouvons réussir à faire face à ces enjeux inter-reliés et enclencher, au niveau local, les dynamiques de transformation qui leur permettront de relever les défis que l'avenir leur réserve.

En effet, un **territoire résilient peut être défini comme étant capable d'anticiper, de résister plus longtemps mais surtout de réagir, de rebondir et de s'adapter aux perturbations, qu'elles soient lentes ou brutales, pour se transformer et évoluer vers un nouvel état en « équilibre dynamique » préservant sinon améliorant ses fonctionnalités.**

Mais comment ce concept peut-il impacter les réalités sociales, économiques et environnementales des territoires et avec quelles transformations et opportunités concrètes pour leur transformation ? Comment le traduire dans une stratégie de territoire et des actions concrètes ?

L'Institut Eco-Conseil, Energie Commune et Espace Environnement se sont associés pour développer pour les territoires, avec eux et avec le soutien de la Wallonie, des outils et méthodologies de co-construction citoyenne sur lesquels ils pourront s'appuyer pour répondre à ces questions et dépasser les appréhensions liées à leur complexité.

Le projet « Favoriser la montée en résilience des territoires wallons » a été lancé en janvier 2022 et s'étale sur une période de 18 mois au cours desquels les tâches suivantes seront menées par les 3 partenaires :

1. Concevoir un processus de co-construction citoyenne d'une stratégie de résilience locale
2. Développer un outil de diagnostic territorial et de planification orienté « Résilience »
3. Expérimenter le processus et l'outil sur des territoires pilotes
4. Rédiger et disséminer un guide méthodologique

Le présent document est destiné aux experts sollicités par les partenaires dans le cadre de la tâche 2 pour apporter leur regard critique sur la méthodologie proposée pour développer l'outil.

2. Objectifs recherchés

L'outil HOMEOS¹ est développé dans le but de servir de référentiel de base au processus de co-construction citoyenne d'une stratégie dynamique et adaptative de résilience territoriale à l'échelle d'une commune, d'un Groupe d'Action Locale, d'un bassin de vie, d'un arrondissement, voire d'une province. Il sera mis à disposition de tous en fin de projet sous licence Créative Commons².

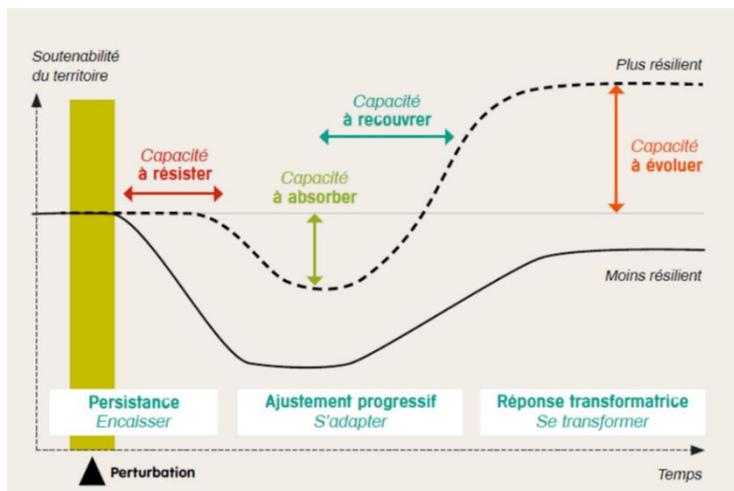
Il vise à faciliter la structuration des débats, à apporter des éclairages statistiques en termes de diagnostic de résilience du territoire et d'identification des principaux enjeux, ainsi qu'à penser la stratégie du territoire sur base d'un recueil de leviers d'actions et de bonnes pratiques.

Notre ambition n'est pas de construire un outil proposant un diagnostic scientifiquement 100% rigoureux et détaillant de manière exhaustive toutes les politiques et actions pouvant être menées au sein d'un territoire donné. Nous cherchons avant tout à aider les acteurs locaux à identifier les grands enjeux de leur résilience individuelle et collective et à faciliter leur mise en action.

3. Structuration de la démarche

3.1. Diagnostic de résilience

Un territoire résilient est capable d'anticiper, de résister plus longtemps mais surtout de réagir, de rebondir et de s'adapter aux perturbations, qu'elles soient lentes ou brutales, pour se transformer et évoluer vers un nouvel état en « équilibre dynamique » préservant sinon améliorant ses fonctionnalités.



Source : <https://www.cerema.fr>

Un diagnostic territorial dressé à travers le prisme de la résilience consiste donc en l'évaluation de sa capacité actuelle et future à remplir ses fonctionnalités. Nous prenons pour postulat de départ que la fonction générale d'un territoire est de garantir des conditions de vie digne pour la diversité des êtres humains et non-humains qui l'habitent. Dans une première approche, nous choisissons de prendre comme angle d'analyse la dignité humaine.

Nous considérons que la dignité humaine est obtenue lorsque l'ensemble des besoins humains fondamentaux sont comblés. Pour identifier ces besoins fondamentaux, nous croisons des

¹ Référence au nom anglais « home » désignant la maison, la demeure, le pays ainsi qu'à l'homéostasie, soit, en biologie et en systémique, un phénomène par lequel un facteur clé est maintenu autour d'une valeur bénéfique pour le système considéré, grâce à un processus de régulation.

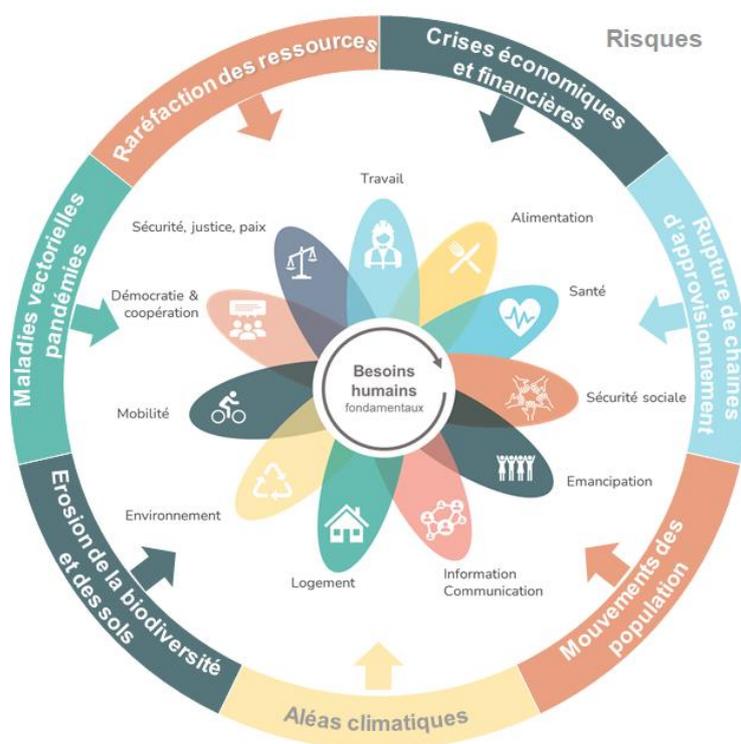
² https://fr.wikipedia.org/wiki/Creative_Commons

référentiels tels que la théorie du donut³ ou la liste des droits fondamentaux utilisée par l'IWEPS pour établir l'Indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF)⁴. **Nous identifions 11 besoins fondamentaux que nous caractérisons en termes de résilience.**

Besoins fondamentaux
1. Travail : Accès à un travail décent, rémunéré de manière juste à travers des outils d'échanges économiques (monnaie, troc, services d'échanges) et offrant la reconnaissance au sein de la communauté
2. Alimentation : Suffisante, saine et soutenable
3. Santé : Accès au meilleur état de bien-être, de santé physique et mental susceptible d'être atteint, à l'aide médicale et médicinale.
4. Sécurité sociale : Accès à une diversité des systèmes d'entraide et de solidarité, institutionnels ou non, garantissant la dignité
5. Emancipation, capacité d'agir, agentivité : Education, capacité d'agir, épanouissement social et culturel, accomplissement personnel
6. Information, communication : Accès à l'information et aux outils de communication
7. Habitat : Accès à un habitat décent et adapté, accès à l'énergie, à l'eau et aux biens de première nécessité en quantités justes
8. Environnement : Accès à un cadre écosystémique résilient
9. Mobilité : Accès à une mobilité efficace et soutenable participant à la couverture des autres besoins fondamentaux
10. Démocratie et coopération : Accès démocratique à la décision politique, à la coopération citoyenne et à la collaboration supra-locale
11. Sécurité, justice, paix

Il est décidé de ne pas hiérarchiser ces besoins dans l'outil. Une telle hiérarchisation pourra éventuellement être réalisée par les acteurs locaux en vue de prioriser les actions.

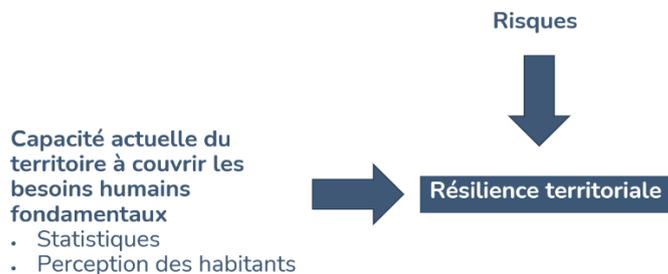
La représentation ci-contre montre les interconnexions entre ces différents besoins et souligne l'importance de la prise en compte de chacun d'entre eux lors de l'établissement d'une stratégie de résilience.



³ [https://fr.wikipedia.org/wiki/Doughnut_\(mod%C3%A8le_%C3%A9conomique\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Doughnut_(mod%C3%A8le_%C3%A9conomique))

⁴ <https://isadf.iweps.be/methodologie.php>

Nous présentons dans les chapitres suivants les **indicateurs** proposés pour évaluer la capacité actuelle du territoire étudié de couvrir ces 11 besoins fondamentaux. Nous identifions ensuite les **risques** auxquels un territoire est potentiellement soumis à court et moyen terme et tentons de caractériser l'influence de chacun de ces risques sur la capacité de couverture de chacun des besoins.



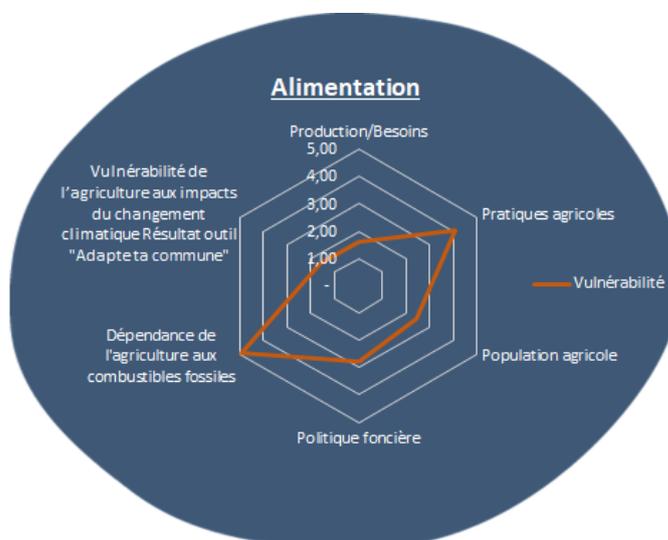
La synthèse de cette analyse se traduira dans l'outil sous forme d'une « carte de chaleur » telle que celle présentée ci-dessous. Elle permet d'identifier en rouge les besoins les plus vulnérables ainsi que les risques auxquels ils sont les plus exposés.

Besoins fondamentaux	Résilience face aux risques								
	Crises économiques & financières	Raréfaction des ressources non-renouvelables	Rupture des chaînes d'approvisionnement	Mouvements de population	Aléas climatiques: canicules, sécheresses, inondations, tempêtes	Perturbations phénologiques, modification des aires de répartition des espèces et espèces invasives	Erosion des sols	Maladies respiratoires en lien avec la qualité de l'air, maladies liées aux vecteurs, pandémies	Erosion de la biodiversité végétale et animale
1. Travail									
2. Alimentation									
3. Santé									
4. Sécurité sociale									
5. Emancipation									
6. Information, communication									
7. Logement									
8. Environnement									
9. Mobilité									
10. Démocratie et coopération									
11. Sécurité, justice, paix									

Une telle carte ne peut néanmoins être établie sur la base unique de données statistiques. Celles-ci doivent en effet être croisées avec l'expertise de terrain et les perceptions des acteurs locaux. A cette fin, l'outil permettra à l'utilisateur de moduler les différents indicateurs en fonction des retours des participants au processus de co-construction en vue d'établir une carte partagée.

L'analyse pourra être approfondie grâce à des graphiques de type « radar » permettant de détailler les vulnérabilités relatives à chaque besoin fondamental.

Exemple :



3.2. Leviers d'action

Nous identifions une série de **leviers d'actions et de bonnes pratiques** pouvant être mis en place sur un territoire pour lui permettre d'augmenter sa capacité à couvrir les 11 besoins fondamentaux.

Le processus de co-construction citoyenne que l'outil doit alimenter se basera sur le principe de **subsidiarité active**⁵. Ce dernier constitue la clé du partenariat entre acteurs et de l'articulation entre les différentes échelles de gouvernance, du local au mondial. Il permet de repenser la responsabilité des acteurs publics et privés, et de réfléchir à ce qui peut ou devrait être fait à chaque échelle territoriale.

La subsidiarité est dite « active » car elle ne se contente pas de faire du local le niveau d'élaboration des réponses concrètes, elle en fait aussi le lieu privilégié de la mise en œuvre de principes directeurs élaborés en commun. Ce principe conduira ainsi tout naturellement à repenser le rôle de l'échelle locale.

Ainsi, une part conséquente du processus de co-construction local devra être consacrée au débat sur les politiques à mener au niveau régional, fédéral ou européen, participant ainsi au large débat sociétal nécessaire face aux transformations profondes en cours. Mais l'exercice devra ensuite principalement consister à identifier les leviers pouvant être activés au niveau local

Dans cette perspective, l'outil ne se concentre pas sur les politiques fiscales, monétaires, économiques et sociales à mettre en œuvre au niveau régional ou fédéral.

Quelles que soient ces politiques, il est clair que la résilience de notre société dans les prochains mois dépendra de notre capacité à adopter des modes de vies plus sobres, tout en cherchant à garantir à tous la couverture des besoins humains fondamentaux. Ces leviers doivent être à la portée de tous moyennant une mobilisation générale. On parlera de monnaies locales, de maraîchage particulier et collectif, de soutien bénévole aux agriculteurs, de filières de distribution locales, de création de stocks collectifs, de méthodes de conservation, de santé communautaire, de chantiers participatifs pour l'isolation des logements, de stimulation des solidarités, d'accueil des migrants, de création d'entreprises de l'économie sociale (coopératives de production et de fourniture d'énergie, distribution de paniers alimentaires locaux, ...) et des entreprises de formation par le travail, de mobilité collective à mesure humaine, etc...

4. Capacité actuelle à couvrir les besoins humains

La feuille « Capacité actuelle » du tableur en annexe présente les indicateurs sélectionnés pour évaluer la capacité actuelle du territoire étudié de couvrir les 11 besoins fondamentaux.

Besoins fondamentaux	Facteur de capacité actuelle de couverture des besoins	Indicateurs	Source

Pour chaque besoin fondamental, un ou plusieurs facteurs pouvant caractériser cette capacité sont listés. Pour chacun de ces facteurs, une liste d'indicateurs statistiques est proposée en vue de calculer un indicateur composite (cote de 0 à 5).

Les sources de données relatives à la plupart des indicateurs sont identifiées dans le tableau. A l'heure de la rédaction de la présente note, certaines sources sont encore en cours d'identification auprès d'opérateurs wallons. Certains indicateurs devront faire l'objet d'une collecte d'information et de perceptions auprès des services communaux et acteurs du territoire lors du diagnostic partagé. Enfin, la définition des facteurs pouvant caractériser la capacité à couvrir certains besoins est

⁵ http://www.socioeco.org/bdf_fiche-document-1150_fr.html

toujours en cours de réflexion. Dans ce cas, l'état de cette réflexion est décrit brièvement dans le tableau.

La méthode de calcul d'un indicateur composite par facteur de capacité sera définie en s'inspirant des méthodes utilisées par l'IWEPS pour établir l'ISADF⁶ (exemple : méthode Min-Max). La pondération entre les différents indicateurs au sein de chaque indicateur composite ainsi que celle de chaque indicateur composite au sein d'un indicateur par besoin doivent également encore être définies.

Dans une première étape d'approche systémique, les principales interconnexions entre ces différents besoins et indicateurs seront caractérisées par la suite.

5. Risques

La feuille « Risques » du tableur en annexe liste les risques identifiés et caractérise la manière dont la capacité du territoire à couvrir chaque besoin peut être affectée par ce risque suivant l'échelle suivante.

Sensibilité majeure	5
Sensibilité secondaire	3
Sensibilité faible	2
Insensibilité	1

Les risques sont répartis en 8 grandes catégories :

1. Crises économiques et financières
2. Ruptures d'infrastructures critiques et de chaînes d'approvisionnement
3. Raréfaction des ressources non-renouvelables
4. Mouvements de populations
5. Aléas climatiques (inondations, tempêtes, sécheresses, canicules)
6. Erosion des sols
7. Erosion de la biodiversité végétale et animale (perturbations phénologiques, modification des aires de répartition des espèces, espèces invasives, etc.)
8. Maladies vectorielles, pandémies, maladies liées à la pollution

6. Leviers d'action

Pour chaque besoin, la feuille « Leviers d'action » du tableur en annexe liste des **leviers d'action et de bonnes pratiques** en lien avec les différents facteurs de capacité. Chaque levier d'action est décrit de la manière suivante :

- Facteur de capacité visé
- Type de levier de résilience : auto-organisation, apprentissage, amélioration/simplification, diversification
- Temporalité : Anticipation/préparation, réactivité, adaptation/transformation
- Objectif
- Description
- Exemple de bonne pratique
- Lien vers cet exemple

Certains leviers d'actions sont déjà décrits avec un certain degré de précision et alimentés par des exemples de bonnes pratiques bien documentés. D'autres demeurent encore assez conceptuels et peu concrets. Les travaux du séminaire du 29 avril viseront notamment à alimenter la réflexion sur ces derniers.

⁶ <https://isadf.iweeps.be/methodologie.php>

7. Conception d'une fiche actions

La fonctionnalité finale de l'outil qui va être créé consistera à permettre à l'utilisateur de compiler plusieurs leviers d'actions éventuellement relatifs à plusieurs besoins au sein d'une fiche actions.

Exemple :

Fiche actions 1 – Alimentation

Objectifs :

- Garantir l'accès de tous à une alimentation saine produite de manière soutenable en quantités suffisantes
- Créer des emplois décents, rémunérés de manière juste et offrant la reconnaissance au sein de la communauté

Temporalité	Objectif	Type de levier	Description
Anticipation Préparation	Augmenter la population agricole	Diversification	o Réserver du foncier pour favoriser l'installation o Intégrer la diversification des activités agricoles dans le projet de développement économique local
		Auto-organisation	o Créer un conseil consultatif agricole
		Apprentissage	S'adresser aux personnes non-issues du monde agricole : Développer les espaces-test agricoles (mise à disposition de foncier, matériel, bâtiment, accompagnement technique et administratif), créer une entreprise agricole locale de formation par le travail
	Relocaliser le parcours de production agricole, de transformation et de distribution	Amélioration Simplification	o Augmenter la part de produits locaux dans la restauration collective
		Apprentissage	o Inciter au maraîchage pour les particuliers (système de prêt de jardin intergénérationnel, etc...)
		Amélioration Simplification	Soutenir le développement de filières locales de transformation
	Renforcer l'autonomisation des acteurs et leurs moyens d'agir	Apprentissage	Développer des lieux de formation, de ressources, de partage, d'échanges, de veille et d'expérimentation. Développer les réseaux d'échanges réciproques de savoirs (RERS)
Réactivité	Favoriser les initiatives de solidarité et de cohésion	Auto-organisation	Développer et valoriser les lieux et initiatives de solidarité et cohésion. Soutenir les réseaux d'entraide de proximité et les systèmes d'échange locaux (SEL)
Adaptation Transformation	Soutenir le développement de l'agroécologie	Amélioration Simplification	o Augmenter la part de produits bio et issus de l'agroécologie dans la restauration collective (cantines, etc.)
		Apprentissage	o Sensibiliser à l'agroécologie o Organisation des formations à la permaculture et à l'agroécologie

8. Apports attendus des experts

Vous avez répondu favorablement à notre invitation à participer en tant qu'expert-e thématique au séminaire interdisciplinaire que nous organisons le 29 avril prochain. Nous vous en remercions chaleureusement et sommes impatients d'échanger avec vous.

L'objectif de cette journée est de récolter vos remarques, suggestions et réflexions sur la méthodologie proposée.

A travers des tables de discussions thématiques entre lesquelles vous serez invité-e à circuler, vous pourrez apporter votre regard croisé sur les éléments suivants :

- La **méthodologie générale**
- Les éléments de **diagnostic**
 - **Les besoins humains fondamentaux** : leur nom, leur description, leur exhaustivité pour couvrir les différents aspects de la dignité humaine
 - **Les facteurs de capacité** à couvrir les besoins : leur nom, leur description, leur pertinence, leur exhaustivité
 - **Les indicateurs** : leur pertinence, leur exhaustivité, des sources de données pas encore identifiées, la nécessité d'une pondération pour le calcul d'un indicateur composite par facteur de capacité.
 - **Les risques** : leur exhaustivité, leur regroupement en 8 grandes catégories, leur impact sur les différents facteurs de capacité de couverture des besoins
- **Les leviers d'action** : Leur titre, leur description, leur pertinence, leur exhaustivité, des exemples de bonnes pratiques pas encore identifiés.